Lâ??annÃ©e 2026 ouvrira-t-elle de nouveaux horizons politiques pour les Palestiniens ?

Description

Lâ??Agence MÃ©dia Palestine propose une traduction de cette analyse dâ??Abed Abou Shhadeh, militant basÃ© Ã Jaffa et ancien reprÃ©sentant de la communautÃ© palestinienne au conseil municipal de Jaffa-Tel Aviv.

Â« Alors quâ??IsraÃ«l poursuit sa politique dâ??expansionnisme violent, nos dirigeants sont faibles et divisÃ©s.Â«

Par Abed Abou Shhadeh, le 30 dÃ©cembre 2025

Ville de Gaza, 29.12.25 (Photographe : Yousef Zaanoun)

Lâ??annÃ©e 2025 nâ??a pas Ã©tÃ© facile pour le peuple palestinien. Elle a vu le gÃ©nocide Ã Gaza se prolonger au-delÃ de sa deuxiÃ¨me annÃ©e, dans un contexte dâ??expansion continue des colonies et de violence des colons en Cisjordanie occupÃ©e.

Alors mÃªme que des millions de personnes dans le monde descendaient dans la rue pour protester, IsraÃ«l continuait Ã renforcer son influence militaire, en lâ??absence quasi totale dâ??un discours politique national remettant en question la politique de lâ??Ã?tat (au-delÃ de la question Ã©troite des otages).

MÃªme lâ??opposition israÃ©lienne, dont le discours est souvent tout aussi violent que celui du gouvernement de coalition, nâ??a proposÃ© aucun contre-discours pour les Palestiniens. Une fois lâ??accord de cessez-le-feu entrÃ© en vigueur en octobre et les otages commencÃ©s Ã rentrer, le discours public et politique a brusquement abandonnÃ© Gaza.

Au lieu de cela, la sociÃ©tÃ© israÃ©lienne sâ??est repliÃ©e sur elle-mÃªme, Ã©laborant un nouveau contrat social nÃ©gociÃ© autour de lâ??identitÃ© nationale et du fonctionnement attendu des institutions Ã©tatiques.

Il est important dâ??Ã©valuer la situation des citoyens palestiniens dâ??IsraÃ«l dans ce contexte. Au dÃ©but du gÃ©nocide, le gouvernement et la sociÃ©tÃ© israÃ©liens ont travaillÃ© de concert pour

surveiller, rÃ©primer et rÃ©duire au silence toute tentative des citoyens palestiniens de sâ??exprimer ou de sâ??organiser.

Des mesures draconiennes ont Ã©tÃ© mises en place : des Ã©tudiants ont Ã©tÃ© suspendus pour avoir fait des dÃ©clarations publiques, des employÃ©s ont Ã©tÃ© licenciÃ©s, et des personnalitÃ©s des mÃ©dias et de la culture ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es ou humiliÃ©es publiquement â?? toutes ces mesures visant Ã intimider et Ã paralyser la population.

En 2025, cela nâ??Ã©tait plus considÃ©rÃ© comme une Â« simple persÃ©cution Â», mais plutÃ´t comme une transformation structurelle du statut. Si les Palestiniens occupaient autrefois des espaces politiques marginaux oÃ¹ ils pouvaient exprimer des positions dissidentes, le gÃ©nocide a conduit Ã lâ??effondrement complet de ce domaine limitÃ©, en rÃ©action Ã la perte par IsraÃ«l de sa domination militaire supposÃ©e.

Et il ne sâ??agit pas dâ??un changement temporaire, mais dâ??un phÃ©nomÃ¨ne beaucoup plus large qui transcende les principaux secteurs en IsraÃ«l.

Attaque contre le droit de vote

Un exemple frappant ne vient pas de la coalition au pouvoir, mais de lâ??opposition israÃ©lienne. En octobre, le chef de lâ??opposition Yair Lapid a prÃ©conisÃ© des restrictions du droit de vote, dÃ©clarant que ceux qui ne servent pas dans lâ??armÃ©e devraient Ãªtre privÃ©s de leur droit de vote â?? une dÃ©claration faite en sachant pertinemment que les citoyens palestiniens ne sont pas appelÃ©s sous les drapeaux.

Cela crÃ©erait un cadre dans lequel les droits fondamentaux seraient conditionnÃ©s Ã la participation aux efforts militaires dâ??IsraÃ«l. Si cette proposition est issue du conflit politique entre les partis laÃ¯ques et haredim, elle reflÃ¨te une volontÃ© plus large de la part dâ??IsraÃ«l de poursuivre et dâ??Ã©tendre ses guerres, ce qui nÃ©cessite soit de recruter les haredim et les Arabes dans lâ??armÃ©e ou le service national, soit de priver les non-participants de leurs droits et ressources.

Dans le mÃªme temps, la sociÃ©tÃ© israÃ©lienne a exprimÃ© son ressentiment : Â« Pourquoi les citoyens palestiniens ne paient-ils pas eux aussi le prix de la guerre ? Â»

Pendant ce temps, alors que le monde observe avec horreur les Ã©vÃ©nements Ã Gaza, le gouvernement israÃ©lien a intensifiÃ© la rÃ©pression politique et les politiques de dÃ©molition sanctionnÃ©es par lâ??Ã?tat. Dans toute la rÃ©gion du NÃ©guev, dans le sud dâ??IsraÃ«l, on estime que 11 000 structures ont Ã©tÃ© dÃ©molies au cours des deux derniÃ¨res annÃ©es, dont 2 500 maisons dâ??habitation, dÃ©plaÃ§ant des milliers de personnes.

Dans le mÃªme temps, de sÃ©vÃ¨res coupes budgÃ©taires ont visÃ© les Palestiniens en IsraÃ«l. Selon le Mossawa Center, le budget de lâ??Ã?tat pour 2025 prÃ©voyait des coupes de plus de deux milliards de shekels (626 millions de dollars) dans le financement des programmes et des services destinÃ©s aux communautÃ©s arabes.

Ce financement est pourtant indispensable, dâ??autant plus que 2025 a Ã©tÃ© lâ??annÃ©e la plus meurtriÃ¨re jamais enregistrÃ©e pour les citoyens palestiniens dâ??IsraÃ«l : au total, 252 citoyens arabes ont Ã©tÃ© tuÃ©s dans des incidents violents et criminels, un taux disproportionnellement plus

Ã©levÃ© que le nombre de dÃ©cÃ¨s enregistrÃ©s parmi les IsraÃ©liens juifs. La police israÃ©lienne, dirigÃ©e par le ministre de la SÃ©curitÃ© nationale Itamar Ben Gvir, nâ??a pas seulement Ã©chouÃ© Ã endiguer cette violence, mais nâ??a utilisÃ© que la moitiÃ© du budget quinquennal allouÃ© Ã cette fin.

Ces Ã©vÃ©nements sâ??inscrivent dans une tendance structurelle plus large, dans laquelle les institutions Ã©tatiques ont Ã©tÃ© affaiblies au point que la police semble de plus en plus encline Ã rÃ©pondre Ã la pression exercÃ©e par les rÃ©seaux sociaux dâ??extrÃªme droite, plutÃ´t quâ??Ã agir en tant quâ??organe public chargÃ© de faire respecter la loi. Dans le cadre de ce nouveau modÃ¨le, les groupes de droite surveillent lâ??activitÃ© numÃ©rique et politique des Palestiniens, traduisent les messages en arabe vers lâ??hÃ©breu et les diffusent sur les rÃ©seaux dâ??extrÃªme droite ; la police procÃ¨de ensuite Ã des interrogatoires, des intimidations ou des arrestations.

Demande urgente

Lâ??annÃ©e prochaine, des Ã©lections lÃ©gislatives auront lieu en IsraÃ«l. Pour les citoyens palestiniens, la demande la plus urgente est lâ??unitÃ© entre les partis politiques arabes, non pas parce quâ??ils croient que le systÃ¨me politique israÃ©lien peut Ãªtre Â« rÃ©parÃ© Â», mais parce quâ??ils comprennent Ã quel point le climat politique est devenu dangereux, avec une vague de lÃ©gislations sans prÃ©cÃ©dent visant les Palestiniens, parallÃ¨lement Ã des discussions ouvertes sur le Â« transfert de population Â», les sondages montrant que la plupart des IsraÃ©liens juifs sont favorables Ã lâ??expulsion des Palestiniens du pays.

Hassan Jabareen, fondateur dâ??Adalah, a un jour dÃ©crit une image fondatrice des premiÃ¨res annÃ©es qui ont suivi la Nakba : des Palestiniens arrivant aux bureaux de vote en brandissant des drapeaux blancs, non par conviction dÃ©mocratique, mais par peur. La rumeur disait que ceux qui ne voteraient pas seraient expulsÃ©s. Ã? lâ??Ã©poque, les Palestiniens vivaient sous le rÃ©gime militaire.

Le discours actuel autour des Ã©lections est faÃ§onnÃ© par des craintes similaires : lâ??objectif de lâ??unitÃ© nâ??est pas poursuivi par optimisme, mais comme une stratÃ©gie de survie face Ã une menace existentielle.

Pourtant, la politique palestinienne est confrontÃ©e Ã de profondes divisions internes. MalgrÃ© le gÃ©nocide et lâ??incitation gÃ©nÃ©ralisÃ©e Ã la haine contre les Palestiniens, le leader de la Liste arabe unifiÃ©e, Mansour Abbas, rejette lâ??unitÃ© et prÃ´ne plutÃ´t lâ??intÃ©gration au sein de lâ??Ã?tat israÃ©lien, luttant pour obtenir une place dans le prochain gouvernement du pays.

Dâ??autres partis arabes reprÃ©sentant un courant national-dÃ©mocratique affirment que le gÃ©nocide de Gaza nâ??est pas un Ã©pisode temporaire et soulignent les dangers des changements structurels au sein dâ??IsraÃ«l, notamment lâ??expansionnisme, lâ??affaiblissement des institutions et un racisme sans prÃ©cÃ©dent.

MalgrÃ© les espoirs que les Ã©vÃ©nements des deux derniÃ¨res annÃ©es entraÃ®neraient une rÃ©Ã©valuation de la participation politique aux Ã©lections israÃ©liennes, le sentiment dominant est que les Palestiniens en IsraÃ«l sont livrÃ©s Ã eux-mÃªmes. Lâ??Organisation de libÃ©ration de la Palestine continue dâ??ignorer leur existence ; les Ã?tats arabes les considÃ¨rent simplement comme

un moyen dâ??influencer les rÃ©sultats Ã©lectoraux ; et le monde occidental soutient lâ??idÃ©e dâ??un Â« Ã?tat juif Â» dâ??une maniÃ¨re qui renforce la suprÃ©matie juive, mÃªme au sein de la sociÃ©tÃ© israÃ©lienne.

Ã? lâ??approche de la fin de lâ??annÃ©e 2025, il est impossible de comprendre la situation des citoyens palestiniens dâ??IsraÃ«l indÃ©pendamment de celle du peuple palestinien et du mouvement national dans son ensemble. Nos dirigeants sont fragmentÃ©s, IsraÃ«l sâ??Ã©tend et nos institutions politiques sont faibles et dÃ©passÃ©es.

Pourtant, malgrÃ© la rÃ©pression et la discrimination, lâ??annÃ©e 2025 a Ã©galement vu les dÃ©buts dâ??organisateurs locaux adoptant une voix nationale claire, sâ??accrochant fermement Ã la vÃ©ritÃ© et au peuple palestinien. Bien que les dÃ©fis restent immenses, de telles initiatives apportent de lâ??espoir et la possibilitÃ© dâ??un nouvel horizon politique en 2026.

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : Middle East Eye

date crÃ©Ã©e
2026/01/06